



ASSEMBLÉE NATIONALE

15ème législature

fiscalité des carburants

Question au Gouvernement n° 1321

Texte de la question

FISCALITÉ DES CARBURANTS

M. le président. La parole est à M. Sébastien Jumel, pour le groupe de la Gauche démocrate et républicaine.

M. Sébastien Jumel. Monsieur le Premier ministre, alors que la fatigue semble gagner le sommet de l'État, entendez-vous le cri sourd de la France en colère ? Après avoir sacrifié le pouvoir d'achat des retraités, au point que ceux que je rencontre chez moi se demandent ce qu'ils ont bien pu faire au Gouvernement pour être si mal traités, voilà que vous vous en prenez à la France qui travaille, à celle qui souffre, à celle qui manque. Après les coups de rabot sévères sur l'aide personnalisée au logement, la nouvelle augmentation du prix du gaz et la panne des pensions et des salaires, la goutte d'essence se transforme en océan d'écologie punitive et vient noyer ceux qui n'ont pas d'autre choix, pas d'autre alternative que de prendre leur voiture pour aller bosser, se soigner, se former, ou même pour accéder aux services publics que chaque jour vous éloignez un peu plus d'eux.

M. Pierre Cordier. Bien dit !

M. Sébastien Jumel. L'augmentation de la taxe intérieure sur les carburants, combinée à l'augmentation des prix du pétrole, alourdit d'une manière insupportable, vous le savez, la facture d'un plein d'essence.

Alors que tout le monde s'accorde à souligner, chiffres à l'appui, que ce racket, que ce véritable hold-up ne servira pas à financer la nécessaire transition écologique – les mesurette préconisées par M. de Rugy l'attestent –,...

M. Erwan Balanant. Pas vous, Jumel !

M. Sébastien Jumel. ...alors que vous avez repoussé l'ensemble des propositions concrètes que nous avons formulées dans le cadre du projet de loi de finances, la colère gronde.

Elle grondera à Dieppe, le 16 novembre prochain, à la veille de la foire aux harengs et à la coquille Saint-Jacques, parce que les pêcheurs ne sont pas épargnés par l'augmentation du prix du carburant.

M. Marc Le Fur. Eh oui !

M. Sébastien Jumel. Elle grondera à la veille d'une mobilisation citoyenne légitime, qui portera la colère des territoires humiliés de la République. Alors que la France s'est enrichie de 146 000 millionnaires depuis que vous êtes arrivés aux responsabilités, allez-vous, enfin, comme le proposent les communistes, prendre l'argent là où il est, pour le rendre à ceux qui n'ont que leur force de travail à vendre ? *(Applaudissements sur les bancs)*

du groupe GDR.)

M. le président. La parole est à M. le ministre d'État, ministre de la transition écologique et solidaire.

M. François de Rugy, ministre d'État, ministre de la transition écologique et solidaire. Monsieur le député, vous le savez, la question de l'énergie, qu'il s'agisse du chauffage ou du carburant, est notre préoccupation constante depuis le début du quinquennat. Disons-les choses clairement : doit-on céder à la tentation, que vous avez exprimée – je l'ai compris –, de diminuer les taxes sur les carburants, qui existaient avant l'arrivée de ce gouvernement et que nous avons votées en toute transparence,...

M. Sébastien Jumel. Prenez l'argent là où il est.

M. François de Rugy, ministre d'État. ...en attendant la prochaine hausse du prix du pétrole sur le marché mondial ?

M. Sébastien Jumel. Prenez l'argent là où il est.

M. François de Rugy, ministre d'État. Car telle est la principale source de la hausse.

M. Fabien Di Filippo. C'est faux !

M. François de Rugy, ministre d'État. J'espère que vous l'expliquez à vos concitoyens, y compris à ceux qui travaillent dans l'industrie automobile, puisque celle-ci est présente dans votre territoire.

M. Pierre Cordier. Il a bon dos le prix du baril !

M. François de Rugy, ministre d'État. Leur expliquez-vous, avec nous, que nous voulons nous protéger, demain, des hausses du prix du pétrole sur le marché mondial, en accompagnant le changement,...

M. Olivier Faure. Ce n'est pas ce que vous faites.

M. François de Rugy, ministre d'État. ...ou, au contraire, que nous ne devons rien modifier s'agissant de l'automobile ou du chauffage ?

M. André Chassaigne. Caricature !

M. François de Rugy, ministre d'État. Voilà l'enjeu d'aujourd'hui, au-delà même de la question du climat et de celle de la santé : je ne pense pas que vous la balayiez d'un revers de la main. Du moins, je l'espère. Votre collègue Dharréville, qui est assis deux rangs plus haut que vous, m'a encore parlé récemment de la pollution de l'étang de Berre. (*Exclamations sur les bancs des groupes GDR et SOC.*)

M. David Habib. Cessez d'accabler les uns et les autres !

M. François de Rugy, ministre d'État. Nous traitons globalement ces questions, tout en donnant aux Français des moyens pour passer le cap. Nous augmentons tout d'abord le chèque énergie. J'espère que vous le dites à vos concitoyens. Même si vous ne votez pas le budget – ce n'est pas grave –, dites-leur, parce qu'ils peuvent bénéficier de 50 euros supplémentaires en 2019 pour passer ce cap. (*Applaudissements sur les bancs des groupes LaREM et MODEM.*) Quant à la prime à la conversion, elle passe à 2 000 euros pour les ménages non imposables, s'ils achètent une nouvelle voiture, même d'occasion. (*Exclamations sur les bancs des groupes GDR et SOC.*) Dites-le à vos concitoyens : vous leur donnerez ainsi l'occasion de se protéger des hausses des prix des carburants. (*Applaudissements sur les bancs des groupes LaREM et MODEM.*)

Données clés

Auteur : [M. Sébastien Jumel](#)

Circonscription : Seine-Maritime (6^e circonscription) - Gauche démocrate et républicaine

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 1321

Rubrique : Impôts et taxes

Ministère interrogé : Transition écologique et solidaire

Ministère attributaire : Transition écologique et solidaire

[Date\(s\) clé\(s\)](#)

Question publiée au JO le : [31 octobre 2018](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le [31 octobre 2018](#)